

Poitou-Charentes

Accord du 11 décembre 2015

(Non étendu)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

F RTP

Syndicat(s) de salariés :

Union Régionale Construction et Bois CFDT

Union Régionale BATI MAT TP CFTC

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Cet accord est conclu conformément aux dispositions de l' avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la Convention Collective Nationale des Ouvriers des Travaux Publics du 15 décembre 1992, étendu par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (J.O du 20 avril 2003).

Il est applicable aux ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Poitou-Charentes dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics pour 2016 sont les suivantes :

Niveaux	Positions	<u>Coefficients</u>	Salaire minimum annuel Année 2016 Base 35 heures
I	1	100	18 771
I	2	110	19 445
II	1	125	19 772
II	2	140	22 039
III	1	150	23 612
III	2	165	25 273
IV		180	27 568

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l' article L.3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l' égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail - Dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15, conformément à l' article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud' hommes de Poitiers.

Article 4

Les parties signataires demandent l' extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L.2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l' article L.2261-3 du Code du travail.